l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHR

Besançon, le 04/07/2022

Flambée des prix, salaires gelés et retour des grèves : Et si l'été annonçait le réchauffement du climat social ?

La grève aux Aéroports de Paris en ce début juillet donne le ton. Plusieurs corps de métiers, avec les pompiers en première ligne, réclament 300 euros pour tous, une revendication de bon sens pour chaque travailleur du public et du privé tant la vie chère fait fondre le pouvoir d'achat. Et loin du corporatisme, puisqu'à la fin de la semaine, le patronat ayant proposé 250 euros aux pompiers pour éteindre le conflit… ceux-ci ont refusé d'être achetés, car les 300 c'est pour tout le monde ! Cette grève importante montre que les travailleuses et travailleurs sont de plus en plus nombreux dans bien des coins du pays qui luttent par la grève contre les fins de mois impossibles. Et si ça commençait à sentir le Roissy pour Macron, le petit laquais du patronat ?

De nombreux conflits illustrent une colère croissante

Les fins de mois qui commencent de plus en plus tôt, et les conditions de travail dégradées, ont poussé bien des secteurs dans la lutte. Dans des petites boîtes ou des grandes branches, public ou privé, des salariés ne se laissent plus faire. Des routiers, les vendeuses des parfumeries Marionnaud, des électriciens et gaziers, les cadres de Capgemini, les ouvriers du groupe aéronautique Safran, les préparateurs de commande de Chronodrive, les cheminots, les aides-soignantes des maisons de retraite, mais aussi les pompistes de TotalEnergies, les techniciens de banque de Cetelem et bien d'autres… : toute une liste aux airs de colère croissante.

Rien d'étonnant avec un Smic à 1300 euros, un seuil de pauvreté à 1100. Et derrière les prix qui flambent, les salaires gelés, les discussions sur les conditions de travail dans tous les secteurs vont bon train. Là aussi rien de surprenant : la dureté des méthodes d'encadrement dignes du 19e siècle, brisent nos vies et nos corps, au point d'avoir envie de changer de boulot… ou de faire grève !

Une colère qui n'est pas encore coordonnée

La situation est insupportable, chacun en convient. Les vacances, pour ceux qui peuvent en avoir, seront sous le signe de l'austérité, où on ne fait que des soustractions et jamais d'additions dans nos dépenses.

Alors ces grèves sur les salaires et les conditions de travail sont une nécessité, une urgence. Cela fait des années qu'on assiste à la casse des services publics, dans la santé, les services sociaux, les transports, et le gel des embauches un peu partout. Or désormais, vu que les patrons se plaignent d'un « manque de main-d'œuvre » (pas étonnant, vu les salaires proposés !), cela crée un rapport de force favorable, dont les travailleurs profitent à juste titre.

Les mobilisations partent aussi dans des entreprises dont certaines n'avaient jamais connu de grèves. Les équipes syndicales locales sont souvent impliquées, mais à ce jour les confédérations se gardent bien de coordonner ces grèves à l'échelle nationale. Les grévistes devront s'en charger eux-mêmes. Sans attendre la rentrée, préparons-nous à imposer nos mesures d'urgence, sans rien attendre du gouvernement Borne 2 et des pitreries parlementaires.

Pour être à la hauteur de la situation il va donc falloir que nos colères s'expriment et se généralisent, mais aussi organiser et coordonner nos luttes à la base, pour imposer :

– l'augmentation uniforme de tous les salaires, des minima sociaux et des pensions d'au moins 400 euros ;

– pas de revenus inférieurs à 1800 euros ;

– des embauches dans tous les secteurs à la hauteur des besoins ;

– l'augmentation des salaires, allocations et pensions au même rythme que l'inflation.

Préparons-nous à un mouvement général jusqu'à ce qu'ils cèdent ! Soyons ingouvernables !

La direction s'assoit sur les règles

D'après les chiffres de la direction, au 1er septembre, un tiers des AS manqueront dans les blocs. Elle veut proposer ces postes à des ASH qui seraient volontaires, et en recruter à l'extérieur.

Non contente d'institutionnaliser les glissements de tâches, la direction ne s'engage même pas à former ces agents, ni à mieux les payer.

Les urgences de la région s'écroulent

Les urgences de Dole sont fermées la nuit, pendant tout l'été. Dans celles de l'hôpital de Pontarlier, les remplacements des IDE et des AS de nuit n'étant pas « bouclés » fin juin, le directeur a expliqué que s'il n'y avait pas d'autre solution, la nuit, les patients seraient triés à l'entrée du service. À l'hôpital de Lure, il n'y a plus qu'un seul médecin aux urgences qui doit assurer la permanence au Samu et au Smur. Quant à celles de Luxeuil, elles sont fermées depuis de longs mois.

Le foutage de gueule continue

La Première ministre retient l'ensemble des mesures du rapport « flash » que le Dr Braun lui a remis. Pour le personnel, quelques miettes misérables, comme une revalorisation du travail de nuit et une prime pour les week-ends du 14 juillet et du 15 août ; et pour faire fonctionner les urgences… se débarrasser des malades, en les triant, sur place ou par téléphone avec le 15 !

Soixante pages et quarante-et-une mesures pour que perdure la descente aux enfers des services d'urgence. Déjà 133 d'entre eux, d'après le rapport, connaissent des fermetures et des difficultés de fonctionnement et, comme aucune mesure sérieuse n'est prise, ça ne peut que se dégrader encore.

Plusieurs services sont déjà entrés en grève. La généralisation de ces mouvements à tout le personnel de la santé est la seule voie possible pour sauver l'hôpital : pour des augmentations d'au moins 400 euros permettant les embauches massives absolument nécessaires et la création des milliers de lits indispensables pour accueillir les malades.

On est loin du compte

Le ministre de la Transformation et de la Fonction publique, Stanislas Guérini, l'a annoncé : le point d'indice qui sert de base au calcul de la rémunération des agents de la fonction publique va être revalorisé de 3,5 % à partir du 1er juillet. Cela représente une augmentation d'environ 50 euros pour un salaire de 1500 euros. À peine plus que la moitié d'un plein d'essence en somme. Ça permettra peut-être aux catégories C les moins bien payées d'atteindre le niveau du smic… Et pendant ce temps, l'inflation est donnée à 5,8 % le mois dernier et continue vraisemblablement d'augmenter.

Pour arracher les 400 euros d'augmentation et l'indexation des salaires sur la hausse des prix qui sont le strict minimum nécessaire aujourd'hui, il faudra bien autre chose que d'attendre les décisions de ce gouvernement. Il faudra se battre.

Comment faire s'envoler nos salaires de 300 euros ?

À l'aéroport de Roissy, les salariés veulent 300 euros pour tous et comptent bien se battre pour les obtenir. Le 30 juin, ce sont les pompiers d'aéroport de Paris qui ont ouvert le bal en se mettant en grève et en entraînant une annulation de 10 % des vols. Vendredi 1er juillet, 20 % des vols étaient annulés alors que pour la première fois dans l'histoire de la plateforme, l'appel à la grève touchait une trentaine d'entreprises (sur les 800 que compte Roissy). Une manifestation réunissant plus de 400 travailleurs, dont de nombreux sous-traitants, a déambulé dans le terminal 2 devant les voyageurs aux prises avec les annulations de vols et retards.

Pour obtenir les 300 euros pour tous et toutes, voilà la voie à suivre : la grève dans l'unité, quelle que soit notre entreprise !

Pour la défense de l'IVG : des milliers de personnes dans les rues

De nombreuses manifestations ont eu lieu samedi 2 juillet à Paris, Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Marseille, Besançon et dans bien d'autres villes, après l'annulation par la Cour suprême des États-Unis du droit à l'avortement au niveau fédéral. Nombreux sont celles et ceux qui craignent désormais un effet « boule de neige » et que cette mesure s'étende peu à peu à d'autres pays.

À Paris, une pancarte rappelait que *« 130 centres IVG ont fermé en France en 15 ans »*. Parmi les slogans les plus repris : *« De New York à Paris, avortement libre et gratuit »* ou encore *« L'IVG, on s'est battus pour la gagner, on se battra pour la garder »*. Des mobilisations qui en appellent d'autres, car un peu partout la droite la plus réactionnaire rêve d'abolir ce droit fondamental des femmes.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/